



Digital Culture & Heritage Patrimoine & Culture Numérique



Haus der Kulturen der Welt, BERLIN

Aug. 31st - Sept. 2nd, 2004
31 Août - 2 septembre 2004

LA NUMÉRISATION DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE: LES STRATÉGIES D'ACTION DU RADIODIFFUSEUR PUBLIC CANADIEN

Pierre C. Bélanger

Université d'Ottawa, Canada

**Published with the sponsorship of the
French Ministry of Culture and Communication**

Actes publiés avec le soutien de la Mission de la Recherche et de la
Technologie du Ministère de la Culture et de la Communication, France

Interprétation simultanée du colloque et traduction des actes réalisées
avec le soutien de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie

Résumé (FR)

A l'instar de nombreux pays industrialisés, le Canada s'est récemment doté d'une stratégie visant à assurer le rayonnement de la culture canadienne sur les grands circuits numériques. Le ministère du Patrimoine canadien alloue annuellement quelque \$ 70 millions (CDN) (43 millions €) pour stimuler le développement et l'accès à du matériel numérisé à caractère culturel. En vertu de la politique linguistique du Canada et par souci d'enrichir la place du français sur Internet, près de 50% des appuis financiers accordés dans le cadre du Programme de culture canadienne en ligne sont réservés à des initiatives génératrices de contenus francophones. Cette présentation rend compte de la participation de la Société Radio-Canada à ce projet d'ingénierie de la mémoire collective canadienne. À titre de radiodiffuseur public national, Radio-Canada réfléchit en voix, en sons et en images l'évolution de la société canadienne depuis près de 70 ans. Dépositaire des collections radiophoniques et télévisuelles les plus riches et les plus variées sur l'ensemble des activités et des gens qui définissent la spécificité canadienne, Radio-Canada occupe aujourd'hui un rôle de premier plan dans l'édification d'un comptoir numérique destiné à mettre en valeur les moments de l'histoire récente du pays.

Mots clés : Identité culturelle, Mémoire collective, Nouveaux médias, Politiques culturelles, Numérique, Archives

Abstract(EN)

Following in the path of many industrialized nations, Canada has recently designed a strategy intended to ensure the dissemination of Canadian culture over major digital networks. The Department of Canadian Heritage presently allocates some \$ 70 million (CDN) annually (43 million €) to stimulate the development and the access to digital cultural content. By virtue of Canada's official languages policy and in order to increase the amount of French Canadian materials available on the Internet, close to 50% of the grants currently awarded through the Canadian Culture Online Project are earmarked for initiatives which generate French-language content. This presentation reports on Radio-Canada's participation in this Canadian collective memory engineering project. For over 70 years, as Canada's national public broadcaster, Radio-Canada has been reflecting evolution of Canadian society through its voices, sound and images. Radio-Canada acts as a trustee to some of the richest and most wide-ranging radio and television collections covering the personalities and the events that

define the uniqueness of Canada. As such, Radio-Canada has a pivotal role to play in the construction of a digital kiosk highlighting the most significant moments of Canada's recent history.

Keywords: Cultural Identity, Collective Memory, New Media, Cultural Policies, Digital, Archives

Zusammenfassung (DE)

Ähnlich den Vorhaben vieler anderer Industrieländer hat Kanada kürzlich eine Strategie entworfen, mittels derer die Verbreitung der kanadischen Kultur über die großen digitalen Netzwerke sichergestellt werden soll. Das kanadische Kulturministerium hat jährlich \$ 70 Mio. (CDN) (43 Mio. EUR) bereitgestellt, um die Entwicklung von und den Zugang zu digitalem kulturellem Inhalt zu fördern. Aufgrund der offiziellen kanadischen Sprachenpolitik werden fast 50% dieser Summe, die durch das *Canadian Culture Online Project* vergeben wird, an Initiativen ausgezahlt, die französischen Inhalt erstellen. Damit soll die Repräsentanz der französischen Sprache im Internet gesteigert werden. Der vorliegende Beitrag berichtet von der Beteiligung von *Radio Canada* an dem geschilderten Projekt. Der landesweite französischsprachige öffentliche Rundfunkanbieter hat die kanadische Gesellschaft mehr als 70 Jahre lang in Stimmen, Tönen und Bildern dokumentiert. *Radio Canada* verfügt über die reichste und vielfältigste Sammlung von Radio- und Fernsehdokumenten, die jene Persönlichkeiten und Ereignisse umfassen, die die Spezifität Kanadas ausmachen. Als solcher spielt der Sender beim Aufbau eines digitalen Angebots, das die wichtigsten Momente der jüngeren kanadischen Geschichte behandeln soll, eine Schlüsselrolle.

Schlüsselwörter (DE): kulturelle Identität, kollektives Gedächtnis, neue Medien, Kulturpolitik, digitale Medien, Archive.

I. Une volonté politique

À l'heure où le discours dominant fait grand état des effets niveleurs de la globalisation, notamment sur le plan du laminage de la diversité culturelle, de nombreux services publics à travers le monde ont entrepris d'endiguer ce phénomène en favorisant le développement de ce qui est convenu d'appeler les « industries de la mémoire ». À l'origine, on craignait qu'Internet ne devienne un rouleau-compresseur électronique subordonné aux intérêts de quelques grands conglomérats médiatiques internationaux pour qui l'absence de frontières géographiques et réglementaires constituait l'eldorado souhaité. Désormais, le « Think global, act local » apparaît comme la tactique privilégiée pour soutenir l'expression du caractère distinctif des colonisateurs nationaux de ce nouveau cyber-territoire.

Pour un pays tel que le Canada où l'accroissement des mouvements d'immigration a conduit à un métissage accéléré des cultures, tout effort de promotion d'une identité nationale doit conjuguer avec des visions et des versions différentes de ce qu'a été le passé et de ce qu'est le présent. Dans ce contexte d'hybridation culturelle, on ne doit pas s'étonner de voir surgir ces dernières années un foisonnement d'initiatives médiatiques dont l'objet principal est lié au passé; que ce soit les réalisations d'éminents personnages, de grands événements nationaux ou internationaux dans lequel le Canada a joué un rôle prépondérant ou encore des découvertes scientifiques ou des manifestations culturelles ou sportives d'envergure. Cet intérêt envers l'histoire nationale trouve aussi son expression dans la création de sites Web spécialisés, de chaînes télé thématiques, de films et de coffrets DVD relatant des faits dont l'importance aura ponctué la trajectoire récente du pays.

À l'instar de nombreux pays industrialisés, le Canada s'est doté, en mai 2001, d'une stratégie visant à assurer le rayonnement de la culture canadienne sur les grands circuits numériques. Sous l'égide du ministère du Patrimoine canadien, la Direction générale de la culture canadienne en ligne a le mandat de mettre en œuvre des programmes qui favoriseront le déploiement de contenus à la fois novateurs, édifiants, positifs et divertissants au sujet du Canada. Bien que ces contenus soient destinés à la population et aux canadianistes du monde, ils visent tout particulièrement la jeunesse canadienne. Patrimoine canadien alloue annuellement quelque \$ 70 millions (CDN) (43 millions €) pour encourager le développement et l'accès à du matériel numérisé à caractère culturel. Ces sommes sont attribuées par le Fonds de Mémoire canadienne dont l'objectif premier est de « mettre tous les Canadiens en contact avec la richesse du patrimoine du Canada en leur permettant d'accéder

gratuitement, au moyen d'Internet, aux grandes collections du patrimoine culturel canadien détenues par des institutions fédérales, et ce dans les deux langues officielles » (Patrimoine canadien, 2001). En vertu de la politique linguistique du Canada et par souci d'enrichir la place du français sur Internet, près de 50% des appuis financiers accordés dans le cadre du Programme de culture canadienne en ligne sont réservés à des initiatives génératrices de contenus francophones.

Les pages qui suivent rendent compte de la participation de la Société Radio-Canada à ce projet d'ingénierie de la mémoire collective canadienne. À titre de radiodiffuseur public national, Radio-Canada réfléchit en voix, en sons et en images l'évolution de la société canadienne depuis près de 70 ans. Dépositaire des collections radiophoniques et télévisuelles les plus riches et les plus variées sur l'ensemble des activités et des gens qui définissent la spécificité canadienne, Radio-Canada occupe aujourd'hui un rôle de premier plan dans l'édification d'un comptoir numérique destiné à mettre en valeur les moments de l'histoire récente du pays.

II. La mémoire du radiodiffuseur public

Au tournant du millénaire, au moment où l'euphorie technologique atteignait son paroxysme, les magnats internationaux qui contrôlent les grandes industries pluri médiatiques ont eu la main heureuse. Un credo s'est soudainement, et massivement, imposé pour justifier la démesure de leurs investissements : « Le contenu est roi ». Toutefois, bien que l'on ne puisse nier l'emprise des produits culturels sur les plateformes numériques, les puissants chevaux de Troie médiatiques qui se sont constitués ces dernières années ont soulevé de vigoureuses objections de la part de certains états, dont le Canada, qui revendiquent l'enchâssement de l'exception culturelle aux ententes internationales de commerce. Si effectivement le contenu est roi, l'identité culturelle devient quant à elle, cruciale. Pour un pays comme le Canada, Internet et ses dérivés numériques représentent aujourd'hui une occasion de choix pour éviter que ne s'étende à la toile l'emprise hégémonique qu'exercent les États-unis sur des pans entiers des industries de la télévision, du cinéma et de la musique.

Les technologies numériques permettent à présent la prolifération des supports d'information et de divertissement. Or, celles-ci auront du même coup engendré une situation pernicieuse où la redondance se trouve en terrain fertile et où, pour reprendre les termes de Ramonet, la presse « est dominée par un journalisme de révérence, par des groupes industriels et

financiers, par une pensée de marché, par des réseaux de connivence » (1999:58). Pour faire contrepoids à cette situation, il importe d'offrir aux citoyens des intermédiaires de qualité qui se posent comme autant de phares dans un environnement devenu singulièrement infocentrique. En vertu de sa fonction de radiodiffuseur public national, Radio-Canada a la responsabilité d'apporter plus de sens et de clarté dans sa façon de traiter les informations tout en accentuant les dimensions d'analyse et de pédagogie qui sont liées à la couverture des principales mutations de la société.

Présent dans toutes les principales communautés francophones du pays, les services radio et télé de Radio-Canada ont accumulé, au fil du temps, une anthologie médiatique de grande valeur pour qui s'intéresse à l'histoire de ce pays. À ce titre, la décision du gouvernement canadien de dégager des fonds pour numériser des parties des collections archivistiques des principales agences fédérales pour ensuite les mettre en ligne au profit du plus grand nombre, tombe à point nommé. Radio-Canada y voit rien de moins que l'occasion d'implanter une agora électronique axée sur la promotion d'une littérature citoyenne grâce à laquelle la population, et tout particulièrement la jeunesse, pourra établir des connexions avec des gens et des faits du passé. Ce faisant, on en arrive à cultiver un sentiment d'appartenance à la collectivité canadienne.

Il importe de préciser que la participation de Radio-Canada au Programme de culture canadienne en ligne n'a rien d'un automatisme. La tradition d'indépendance du radiodiffuseur public à l'égard de toute forme d'intervention directe de la part du gouvernement a suscité de profondes réflexions au sein de la direction de la Société soucieuse de prêter son concours à une initiative dont les règles et les objectifs sont fixés par un ministère fédéral. D'autant plus que Radio-Canada venait à peine de rendre public, et non sans embarras, le fait qu'un journaliste pigiste de la Société avait omis de divulguer la participation financière du gouvernement canadien à la réalisation d'émissions dont il était le producteur. Or aux yeux de la direction de Radio-Canada, toute entente de coopération avec le projet de Patrimoine canadien doit être assortie de conditions qui garantissent explicitement l'entière et absolue indépendance de Radio-Canada non seulement à l'endroit du type de contenus mis en ligne mais plus important encore, en rapport avec l'angle de traitement qui en serait fait. La participation de Radio-Canada à ce projet ne doit donc laisser planer aucun doute quant à son impartialité. Dans l'esprit de la mission sociétale qui lui est impartie, Radio-Canada trouve tout à fait légitime d'adapter la distribution de ses contenus pour qu'ils

deviennent à la fois lieu d'intégration sociale et support de sa dissémination. Toutefois, cette action doit inconditionnellement demeurer en marge de tout dessein susceptible de soutenir les intérêts politiques du parti au pouvoir. Le protocole d'entente signé entre Radio-Canada et Patrimoine canadien est explicite sur cette question: Radio-Canada dispose d'une autonomie entière quant à la sélection des sujets mis en ligne et conserve les droits de propriété intellectuelle associés à tout document numérisé dans le cadre du Programme de Culture canadienne en ligne. En revanche, la participation financière du gouvernement canadien à ce projet est clairement visible sur la section Archives du site Web de la Société (<http://archives.radio-canada.ca>).

Il importe également de souligner la portée symbolique du geste qu'a posé Radio-Canada à l'été 2001 en acceptant de donner un accès public à une partie de ses collections archivistiques. La Société a longtemps répondu de bon gré aux requêtes des institutions d'enseignement désireuses d'utiliser des extraits d'émissions pour un usage éducatif. Toutefois, en raison des sévères coupures budgétaires qu'a subies la Société au cours des années '90 et de la complexité des négociations pour les redevances liées à la propriété intellectuelle, Radio-Canada a, à toutes fins pratiques, été contrainte de cadenasser ses archives.

Pour plusieurs, cette décision relançait l'épineux débat autour de la définition de la radiodiffusion publique. Dans un environnement médiatique où les récents mouvements de concentration ont exacerbé la concurrence et donc, *a fortiori*, la pertinence des radiodiffuseurs publics, ces derniers ne devraient-ils pas justement chercher à se démarquer des groupes privés en accentuant l'intérêt général et en défendant les grands principes fondamentaux d'une société de l'information ouverte à tous? Bien qu'au cours des trois dernières années, Radio-Canada et sa contrepartie anglophone Canadian Broadcasting Corporation (CBC) aient contribué pas moins de 6,000 clips audio et télé aux projet d'archives numériques de PCCE, il serait présomptueux de voir dans cette participation un changement de politique corporative qui aille au-delà de ce que permet le financement accordé par Patrimoine canadien. Si Radio-Canada ouvre aujourd'hui ses voûtes, c'est parce que l'État lui en fournit les moyens. Plutôt que de penser l'accès aux archives de Radio-Canada en termes de « domaine public », il serait plus exact d'interpréter l'action de Radio-Canada comme contribuant à l'édification d'un fonds commun dont la vocation première est de cultiver la connaissance et l'appréciation de référents canadiens que l'on considère constitutifs de l'imaginaire collectif de la nation. À cet

effet, la suggestion que fait Miller (2004) de penser en termes d'« aquifère numérique » offre une image sémantiquement plus fidèle de la contribution qu'apporte Radio-Canada à ce projet de numérisation de la mémoire canadienne.

III. Le Canada raconté par capsules radio et télé

De par la nature des matériaux dont elle dispose, Radio-Canada ne peut prétendre posséder une version scientifique de l'histoire du Canada des 70 dernières années. Cela ne fait partie ni de son mandat ni de ses domaines d'expertise. Cependant, la presque totalité du matériel mis en ligne dans le cadre du PCCE possède une valeur historique, c'est-à-dire que ces capsules relatent des faits marquants de l'histoire récente du pays tels que la radio et la télévision les ont rapportés et traités. Il s'agit en fait d'un transfert sur le Web d'univers factuels accompagnés d'interprétations qu'en faisaient les mentalités de l'époque. Dans le but de conserver leur valeur archivistique, les documents sélectionnés sont présentés dans leur intégralité et demeurent donc des copies conformes de leur diffusion initiale. Des métadonnées indiquent les coordonnées de leur mise en ondes originale. D'autre part, la section « Saviez-vous que? » présente des séries de fiches qui relatent des faits connexes au sujet sélectionné et permettent ainsi de positionner l'événement dans le contexte de son époque. Un effort tout particulier est apporté à la représentation des régions de la francophonie canadienne.

Eu égard à son architecture, la section « Archives » du site Web de la Société Radio-Canada est organisé suivant huit thématiques principales: 1) Personnalités, 2) Guerres et conflits, 3) Arts et culture, 4) Politique et économie, 5) Vie et société, 6) Désastres et tragédies, 7) Sciences et technologies et 8) Sports. Selon la prédominance d'événements spéciaux, d'autres sections peuvent ponctuellement s'ajouter à cette liste. Ainsi, pour marquer les élections fédérales du 28 juin et les jeux Olympiques d'Athènes au mois d'août, deux rétrospectives ont été constituées pour retracer quelques-uns des faits saillants qui ont ponctué l'histoire de ces événements. Au printemps 2004, les huit catégories du site des Archives de Radio-Canada totalisaient 168 dossiers donnant accès à quelque 2 758 clips tirés des collections radiophoniques et télévisuelles de la Société. En termes de durée d'écoute, cela représente un bassin de près de 370 heures de documents en accès libre et gratuit. Si l'on ajoute la contribution de la contrepartie anglophone du radiodiffuseur public, la CBC, le total avoisine les 700 heures.

À première vue, on serait porté de croire que la richesse et l'impressionnante variété des contenus que possède Radio-Canada constitue une source intarissable à partir de laquelle on peut faire valoir la diversité géographique, politique, culturelle, sociale et sportive du Canada. Lorsque l'on présente des faits historiques sans en distiller les contradictions et les particularités qui teintent les perspectives exprimées par leurs principaux acteurs, on permet alors une lecture ouverte de l'histoire qui, loin d'être un récit homogène, illustre plutôt la diversité de ses parties constituantes. Ce souci d'offrir une histoire pluraliste du Canada (Létourneau, 2000) constitue de fait le défi de l'heure pour Radio-Canada. Car en dépit des subsides qu'elle reçoit depuis maintenant trois ans du gouvernement canadien, Radio-Canada n'est parvenu à numériser qu'une fraction de ses imposantes collections et n'a mis en ligne qu'une modeste partie de celles-ci. Compte tenu de la fragilité du mécanisme actuel de financement, directement assujéti aux priorités du parti qui gouverne, la question des critères suivant lesquels les clips sont choisis, surgit alors avec force.

Quiconque s'intéresse aux questions relatives à la mémoire collective reconnaîtra d'emblée que ce construit est tributaire du type de matériel qui a été préalablement sauvegardé et qu'à son tour, ce qui a été sauvegardé est le résultat de décisions prises en amont et dont les motivations transcendent souvent les simples limites techniques d'une époque. Dans le contexte spécifique du PCCE, il est utile de réitérer que les directives du Gouvernement Canadien font référence à la mise en ligne de contenu « innovateur, positif, pertinent et divertissant sur le Canada » (Patrimoine canadien, 2001). À elle seule, cette consigne a le potentiel d'infléchir de manière significative aussi bien la nature que la résonance des dossiers que l'on choisira de développer. Toutefois, au crédit de Patrimoine canadien, jamais jusqu'ici Radio-Canada n'a eu à justifier ni à adapter la production d'un dossier pour répondre aux souhaits, implicites ou explicites, du commanditaire. S'agit-il là d'une démonstration éloquente de la politique de non-ingérence du Gouvernement à l'égard de ce qui est considéré avoir marqué l'histoire du Canada ou, à l'inverse, du degré d'acculturation de Radio-Canada aux objectifs énoncés par Patrimoine canadien? La réponse à ces questions se trouve possiblement à mi-chemin entre les deux hypothèses car il serait naïf d'évacuer complètement la possibilité qu'au fil du temps, les agences fédérales qui participent à PCCE aient appris à ménager les susceptibilités de la main qui les nourrit.

À Radio-Canada, la délicate question de l'indépendance éditoriale ne fait aucun doute. On prendra à témoin la mise en ligne de l'historique « Vive le Québec libre » proclamé par le Général de Gaulle à Montréal en 1967, ou encore la production d'un dossier complet sur le controversé projet de rapatriement de la Constitution canadienne auquel le Québec refuse toujours d'accorder son appui. Dans l'esprit de la direction de Radio-Canada, ces deux exemples devraient dissiper tout soupçon d'un téléguidage politique auquel pourraient s'être soumises certaines agences fédérales. Pour l'utilisateur-type, les Archives de Radio-Canada offrent toutes les apparences d'un site historiquement recevable et factuel.

S'il est vrai qu'en théorie le comité éditorial chargé d'effectuer la sélection des événements et des personnages qui ont influencé le cours de l'histoire du 20^e siècle au Canada dispose de toute la latitude voulue, en pratique il en va tout autrement. Il se peut qu'un événement que l'on considère aujourd'hui significatif dans l'évolution du Canada n'ait eu qu'une influence marginale à son époque et que la radio et/ou la télé du temps ne lui ait accordé aucune importance et qu'en conséquence, Radio-Canada n'en possède aujourd'hui aucune trace. Il est possible également que même si cet événement ait été couvert par les médias de Radio-Canada, les enregistrements puissent avoir été effacés ou égarés ou, en raison de leur mauvais état de conservation, soient jugés comme irrécupérables. Hormis ces obstacles techniques, il reste un facteur hautement déterminant dans la décision que prendra Radio-Canada de mettre ou non en ligne un document quelconque : les restrictions associées à la propriété intellectuelle.

À titre de radiodiffuseur, Radio-Canada est propriétaire de millions d'heures d'enregistrements radio et télé. Toutefois, cette propriété est légalement limitée aux supports médiatiques de ces émissions tandis que le contenu de celles-ci appartient aux ayants droits qui sont quant à eux, protégés par les droits sur la propriété intellectuelle. L'explosion qu'a connue Internet ces dernières années aura permis d'exposer au grand public l'importance de protéger les droits des créateurs, quel que soit le secteur où ils oeuvrent. Dans le cas spécifique du site des Archives de Radio-Canada, cette délicate question constitue un frein majeur à la sélection de contenus jugés bénéfiques pour l'ensemble de la population canadienne. À cet effet, on ne s'étonnera pas d'apprendre que plus que tout autre domaine, c'est dans la section « Arts et culture » qu'il est le plus difficile de faire connaître les grands noms canadiens. Bien que Radio-Canada soit parvenue à réaliser des ententes à la pièce avec un certain nombre de musiciens, d'artistes, de peintres, de cinéastes, etc., les coûts associés à

ces droits constituent un écueil dont les répercussions sur le volume subséquent de production sont considérables.

Pour l'heure, et suivant les recommandations de Patrimoine canadien, Radio-Canada s'est constitué un fonds de réserve dans l'espoir d'un règlement prochain avec les principaux syndicats d'artistes et de créateurs. Les négociations individuelles s'avèrent généralement laborieuses et taxantes en termes de temps ce qui en fait une option peu pratique. Il semble clair que tout effort de développer la composante culturelle d'un site patrimonial national doit nécessairement passer par l'établissement de licences collectives avec les diverses guildes concernées. Radio-Canada travaille à cette tâche depuis maintenant trois ans sans avoir réussi à réaliser de percées notables. Il s'agit à l'évidence d'un long processus d'éducation réciproque entre les parties, compte tenu des enjeux en présence et du fait qu'il n'existe au Canada peu ou prou de précédents juridiques dans le domaine de la diffusion sur Internet pour cette catégorie de contenus utilisés dans un contexte tel que celui de PCCE.

IV. Une mémoire didactique

Pour toute bienveillante qu'elle soit, la volonté du gouvernement canadien d'offrir à sa jeunesse un répertoire numérique qui favorise le rayonnement de la culture du pays ne saurait se suffire à elle seule. Cette intention politique doit être appareillée d'une stratégie correspondante par laquelle les écoles en arrivent à être dotées de moyens techniques adéquats pour accéder à ces mêmes contenus. Au terme de l'année scolaire 2003-04, 97% des 15 500 écoles de niveau élémentaire et secondaire du pays étaient connectées à Internet, dont 86% font usage de connexions à accès continu contre 9% seulement qui font appel à un accès commuté par ligne téléphonique ordinaire et par modem (Statistique Canada, 2004). Au sein des écoles, 90% des ordinateurs mis à la disposition des élèves sont connectés à Internet, avec un ratio d'un ordinateur par 5,5 élèves. Avec la mise en place d'un parc informatique d'une telle ampleur, il n'est pas étonnant que les décideurs politiques contribuent, sciemment ou non, au chevauchement sémantique qui s'opère entre les notions de société de l'information et société de la connaissance.

Principalement reconnu pour la qualité, la fiabilité, l'indépendance et la rigueur de ses informations, il peut sembler paradoxal qu'un radiodiffuseur public national vienne s'immiscer dans les affaires de la connaissance en milieu scolaire, un domaine au Canada qui

relève d'un champ de compétence provinciale. Pourtant, la mission fondamentale du service public a toujours consisté à informer, renseigner et divertir l'ensemble de la population francophone et francophile du pays. Une partie importante de sa programmation vise précisément à apporter du matériel d'approfondissement complémentaire aux actualités quotidiennes afin que les citoyens puissent se former des opinions éclairées sur les questions qui les concernent. Dans ses orientations stratégiques, Radio-Canada affiche haut et fort sa détermination à rehausser le modernisme et la pertinence du service public. Ainsi, de par sa participation au programme de Culture canadienne en ligne, Radio-Canada affirme son engagement à collaborer à la modernisation des programmes scolaires du pays en mettant en ligne des contenus qui d'une part possèdent une valeur historique durable et d'autre part, favorisent des exploitations pluridisciplinaires, conformément aux tendances qui infléchissent le renouveau pédagogique actuel (Bélanger, 2003).

Si le Canada se retrouve aujourd'hui dans le peloton de tête des pays les plus branchés à Internet, le défi d'optimiser cet avantage à des fins éducatives demeure une préoccupation de taille. Nombreux sont les observateurs qui signalent que l'infiltration accélérée des nouvelles technologies d'information et de communication (TIC) dans nos pratiques quotidiennes n'aura pas fait que creuser une fracture numérique entre les pays du Nord et du Sud. Une conséquence plus insidieuse des TIC serait celle de contribuer à la fracture de fluidité (*fluency divide*), un phénomène qui oppose d'un côté ceux qui consomment passivement l'information et de l'autre, les usagers qui déploient la motivation et les habiletés nécessaires à la localisation, la sélection, l'organisation et la mise en application de l'information pour réaliser leurs tâches (Rossman, 2004). Sur ce point, la stratégie éducative mise en place sur le site des Archives de Radio-Canada ne laisse aucun doute quant à sa volonté d'aider le jeune à contextualiser et à s'approprier le sens de l'information qui s'y trouve.

C'est ainsi que des 168 dossiers qui composent l'ensemble de l'offre archivistique de Radio-Canada, près du tiers, soit 55 dossiers, sont accompagnés de projets pédagogiques. Regroupés sous la section « Pour les profs », ces projets, au nombre de 165, sont conçus par et pour des enseignants et sont adaptés aux divers ordres d'enseignement. Les activités que l'on y retrouve sont planifiées pour occuper un bloc horaire entier d'enseignement et comprennent un aperçu sommaire, les activités de préparation, d'encadrement, de réflexion et de suivi. Elles sont généralement accompagnées d'hyperliens afférents et de matériel d'appoint. Au Canada français, ces projets pédagogiques épousent les cinq domaines généraux de formation

et d'apprentissage identifiés par la récente réforme scolaire du Québec et accentuent la prédominance des médias en général dans les affaires des sociétés modernes. Ces cinq domaines sont : 1- langues; 2- univers social; 3- arts; 4- mathématique, science et technologie et; 5- développement personnel (Ministère de l'éducation du Québec, 2003). Les activités que suggère Radio-Canada incitent à une analyse critique des médias tout en proposant des démarches d'exploitation transversale qui permettent de démontrer l'interdépendance des différentes disciplines scolaires dans la formation générale de l'élève.

Aux niveaux élémentaire et secondaire, les activités sont essentiellement structurées autour de débats, d'analyses, d'entrevues, de sondages maisons, de mini productions médias, etc.. L'objectif initial de favoriser l'acquisition de compétences et de connaissances est doublé de l'intention de faire découvrir les gens et les événements qui ont laissé leur marque sur le Canada au fil des ans. Pour les niveaux collégial et universitaire, on y propose des pistes d'analyse et de réflexion sur un échantillon suffisamment diversifié pour rejoindre un maximum de disciplines académiques.

Pour les dirigeants du projet des Archives à Radio-Canada, le rôle du pigiste public se doit d'être circonscrit à la mise en disponibilité sur le Web de documents radio et télé qui possèdent une valeur patrimoniale unique. Bien qu'elle fournisse des scénarios pédagogiques qui facilitent l'exploitation des capsules sélectionnées, cette intervention est davantage liée aux conditions de financement stipulées par Patrimoine canadien que par une volonté de prescrire une quelconque méthode d'apprentissage. Non seulement cette responsabilité excède-t-elle les cadres de son mandat mais Radio-Canada ne possède tout simplement pas ce type d'expertise, pas plus d'ailleurs qu'elle ne perçoit un quelconque avantage à l'acquérir. D'où le recours à la sous-traitance où des enseignants spécialisés rédigent des scénarios pédagogiques sous forme de fiches d'exploitation que les enseignants peuvent imprimer.

Derrière l'apparente simplicité de rendre accessibles en ligne des documents à caractère historique, se pose toute la question de la version des faits que l'on transmet et de son incidence sur la formation intellectuelle des usagers. À cet égard, Radio-Canada se garde bien de fournir quelque version « officielle » que ce soit en rapport avec des dossiers à caractère controversés tels que ceux touchant les questions politiques, les affaires autochtones, les débats sociaux sur la question des droits des femmes, des minorités, des soins de santé, etc. Dans ces cas, comme du reste dans l'ensemble des dossiers qu'elle choisit de rendre disponibles sur son site, Radio-Canada met tout en œuvre pour que l'utilisateur puisse avoir accès

à différentes interprétations de manière à refléter les positions adoptées par les protagonistes en présence. Il revient alors au milieu d'enseignement de voir à stimuler l'élève pour qu'il interroge les faits que lui présentent les médias, à les passer au filtre de sa raison, de ses valeurs et de ses croyances avant de se former une opinion. Dans cette optique, Radio-Canada se doit d'être le reflet de la polyphonie dans laquelle émerge l'histoire d'un pays. On fournit ainsi aux élèves des contextes d'apprentissage actualisés, à forte composante interactive, où s'opposent bien souvent des versions conflictuelles de l'histoire. Ce type de pédagogie accompagnée fait non seulement appel au système culturel de l'apprenant mais constitue également un terreau fertile pour comprendre la complexité des enjeux qui dominent la société à chaque étape de son évolution.

V. Les prochaines étapes

Au Canada, peut-être plus qu'ailleurs, toute discussion sur les conséquences culturelles de l'infiltration des nouvelles technologies d'information et de communication dans les affaires quotidiennes déclenche des discours passionnés souvent marqués par un appel à la fibre nationaliste. Des politiciens aux artistes, en passant par les industriels des milieux financiers, de la communication ou de l'aéronautique, ils sont nombreux aujourd'hui à faire écho au journaliste canadien Graham Spry qui dès les années 30, avait pressenti les dangers d'une commercialisation débridée des ondes en lançant son désormais célèbre « L'État ou les États », les « États » faisant ici référence à l'envahissant appareil médiatique étasunien (Canada, House of Commons, 1932 : 46). Cette injonction à l'établissement d'un système de radiodiffusion public canadien pour contrer l'américanisation des ondes acquiert une pertinence accrue dans le contexte actuel où circulent tous azimuts les contenus numériques. Plutôt que de laisser le Web devenir un vecteur d'amnésie nationale, Radio-Canada a choisi d'en faire un véhicule de promotion de la mémoire collective en s'activant à pérenniser quelques-uns des moments marquants du siècle dernier au pays.

D'aucuns reconnaîtront le fort effet catalyseur qu'aura provoqué le programme de Culture canadienne en ligne sur l'accessibilité des matériels numériques qui font découvrir le Canada sous ses multiples facettes. Puisqu'il s'agit d'une initiative relativement récente, Patrimoine canadien s'emploie aujourd'hui à solliciter la participation d'un maximum d'agences fédérales dont les collections archivistiques peuvent être mises à contribution dans cet imposant projet d'ingénierie de la mémoire. Cette situation fait en sorte que, selon les

priorités des agences participantes, les stratégies d'action se déploient de manière quelque peu fragmentée. Après quatre (4) ans d'existence, il est peut-être justifié que Patrimoine canadien insiste plus fermement pour que les partenaires du PCCE s'engagent sur la voie d'une collaboration plus étroite et fassent en sorte que la synergie souhaitée soit plus manifeste. Une cohésion plus étroite entre les différents partenaires de PCCE ne signifie nullement aplanir les modes de traitement et de présentation des contenus offerts. Loin de là. L'idée de multiplier les passerelles de coopération entre les agences a une visée purement pragmatique à savoir, accroître à la fois la portée et la correspondance des matériels mis en ligne. En effet, il y a lieu de croire que puisque le milieu de l'éducation constitue la clientèle cible de cette initiative, un regroupement des contenus sous une typologie qui épouse les appétences des divers programmes scolaires du pays en optimiserait grandement la pertinence et en faciliterait l'utilisation.

En dépit des réactions positives qu'il suscite chez la majorité de ceux qui l'utilisent, le projet de Culture canadienne en ligne demeure l'un des secrets les mieux gardés au sein des milieux d'éducation. Mise en marché déficiente? Manque de préparation du corps enseignant face à ce type d'application pédagogique? Faible intérêt des jeunes envers le domaine de l'histoire? Il est encore trop tôt pour cerner les véritables causes. On voit toutefois poindre ça et là des initiatives qui accroissent la visibilité du projet. Ainsi, à Radio-Canada, on a mis sur pied une unité ambulante de présentation qui se rend dans les écoles pour faire valoir le potentiel pédagogique du site. Combinées à une participation à tous les principaux forums et conférences spécialisés en éducation au pays, des interventions de ce genre rehaussent de manière significative le profil de Radio-Canada en accentuant la dimension service public de sa mission. À titre d'organisme subventionnaire de ce programme, Patrimoine canadien devrait s'inspirer des initiatives de promotion que mène Radio-Canada sur le terrain, pour mettre en évidence les points de convergence entre l'offre numérique des différentes agences participantes. Si l'on choisit de laisser les enseignants et les élèves libres d'explorer à leur guise les ressources du Web lorsqu'il s'agit de découvrir ou d'approfondir un aspect de l'histoire du Canada, il y a fort à parier que des pans entiers du PCCE seront sous-utilisés, voire passeront complètement inaperçus. Vu l'importance, la valeur patrimoniale, la diversité et la qualité des contenus qui sont mis en ligne, un plus grand effort de coordination entre les partenaires de PCCE devrait contribuer à établir ce programme comme un passage obligé pour qui s'intéresse à l'histoire récente du Canada.

Même s'il est rassurant de voir le Canada explorer le potentiel des nouveaux dispositifs techniques pour préserver les échos des gens et des événements qui ont façonné son histoire, l'intégration de ces contenus aux programmes scolaires demeure une tâche complexe. Alors que le développement d'initiatives de conservation du patrimoine audio-visuel d'un peuple est généralement axé sur des activités de numérisation et de sauvegarde des documents, dans le contexte qui nous intéresse la mission déborde largement les aspects techniques de l'entreprise. Le programme de Culture canadienne en ligne repose sur une volonté de stimuler les intelligences, de faire éclore les diverses interprétations associées aux faits de l'histoire et de susciter une analyse et une réflexion critiques de ce qui s'est passé. Pour Radio-Canada, cela se traduit dans des choix de dossiers et d'activités pédagogiques qui visent à éveiller l'imaginaire que recèlent les voix, les images, les émotions et les tonalités du passé collectif canadien.

Pour bien saisir les retombées sociales du projet d'édification de la conscience historique qui a été décrit dans les pages précédentes, on se doit d'examiner à la fois les logiques d'usage des principaux utilisateurs et les représentations qu'ils se font du matériel qui leur est soumis. Empruntant en cela à la théorie de la construction sociale de la technologie, il s'agit d'examiner plus finement dans quelle mesure le social et le technique sont inter reliés dans la conception qu'acquière les usagers de l'histoire. Le défi, pour reprendre les objectifs de Bijker (1995), consiste à comprendre de quelle(s) manière(s) l'utilisateur arrive à concilier la construction sociale de la technologie avec la construction technique de la société.

En termes clairs, dans le cadre des activités pédagogiques courantes auxquelles sont appelées à être intégrées les archives numériques, il s'agit d'identifier la contribution unique des matériels fournis par Radio-Canada à la manière dont les usagers en arrivent à interpréter, manipuler, critiquer et même créer des versions compatibles, alternatives ou oppositionnelles de l'histoire canadienne. Quels sont les modes de présentation que les usagers préfèrent, apprécient ou en lesquels ils ont confiance? Dans quelle mesure les propriétés hypertextuelles des archives de Radio-Canada permettent-elles aux discours narratifs d'être re-combinés, voir re-configurés? Quel est le degré de « flexibilité interprétative » générée par les usagers des archives en ligne? Quelles sont les stratégies d'exploitation les plus fréquemment rencontrées en contexte scolaire? En bout de piste, il s'agit de cerner les diverses logiques d'appropriation auxquelles donnent lieu des documents numériques tels que ceux mis en ligne par Radio-Canada.

L'apport des technologies numériques à la dissémination du patrimoine national aura modifié sensiblement la manière avec laquelle la jeunesse canadienne se familiarise avec les icônes qui ont structuré le passé de leur pays. Dotés d'outils de recherche qui leur permettent de réconcilier des versions parfois foncièrement divergentes de l'histoire du Canada, les jeunes sont dorénavant appelés à penser l'histoire par eux-mêmes et à devenir des citoyens responsables, autonomes et capables de jugements raisonnés. À cette étape du développement du Programme de culture canadienne en ligne, nous faisons nôtre la recommandation de Kansteiner (2002) qui convie à interroger dans quelle mesure les médias numériques non seulement reflètent et déterminent une partie significative de ce que l'on considère comme la mémoire collective, mais plus important encore, participent de plus en plus à sa construction et remplissent une fonction fondamentale dans son évolution.

Références

- Bélangier, P. C. (2003). L'enseignement du français et la promotion de la mémoire collective : la contribution des archives numériques de Radio-Canada. *La revue de l'Association québécoise de l'enseignement du français langue seconde*. 25 (1): 22-33.
- Bijker, W.E. (1995). Of Bicycles, Bakelites, and Bulbs: Toward a Theory of Sociotechnical Change. Cambridge, MA: The MIT Press.
- Canada, House of Commons. (1932). Special Committee on Radio Broadcasting: Minutes and proceedings of evidence. Ottawa: F. A. Acland.
- Kansteiner, W. (2002). Finding Meaning in Memory : A Methodological Critique of Collective Memory Studies. *History and Theory*, Vol. 41, 179-197.
- Létourneau, J. (2000). Passer à l'avenir: histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui. Montréal : Boréal.
- Miller, P. (2004). Towards the Digital Aquifer: Introducing the Common Information Environment. At <http://www.ariadne.ac.uk/issue39/miller/>. *ARIADNE*, i39, April 2004, consulté le 28 mai 2004.
- Ministère de l'éducation du Québec, (2003). Programme de formation de l'école québécoise. Les forces. http://www.meq.gouv.qc.ca/lancement/prog_formation/faits_saillants.htm
Consulté le 17 juin 2004.
- Patrimoine canadien (2001) À propos de la Direction générale de la culture canadienne en ligne, http://www.pch.gc.ca/progs/pcce-ccop/about_f.cfm, date modifiée : le 31 mai 2004. Consulté le 28 juin 2004.
- Ramonet, I. (1999). La Tyrannie de la communication. Paris : Éditions Galilée.
- Rossman, P. (2004). Cosmopedia: tomorrow's world of learning. *The Futurist*, May-June, V38, i3, p26-30.
- Statistique Canada (2004). Enquête sur les technologies de l'information et des communications dans les écoles, *Le Quotidien*, 10 juin.
<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/040610/q040610b.htm>